

Infrastructures, transports et mer

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES
ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Commission nationale d'évaluation
des cessions d'outillages portuaires

**Avis relatif aux cessions d'outillages portuaires sur le terminal
de Honfleur n° 1 (grand port maritime de Rouen)**

NOR : DEVT0924000V

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Vu la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire, et notamment ses articles 8 et 9,
Vu le décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008 pris en application de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire et portant diverses dispositions en matière portuaire, et notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu le décret n° 2008-1146 du 6 novembre 2008 instituant le grand port maritime de Rouen ;

Vu le décret n° 2008-1240 du 28 novembre 2008 pris en application de l'article 11 de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire ;

Vu le décret du 26 mai 2009 portant nomination du président et des membres de la Commission nationale d'évaluation des cessions d'outillages portuaires ;

Vu le projet stratégique adopté par une délibération du conseil de surveillance du grand port maritime de Rouen en date du 17 avril 2009 ;

Vu la saisine du 3 juillet 2009 par laquelle le président du directoire du grand port maritime de Rouen demande un avis sur la cession des outillages dans le cadre de la procédure de gré à gré prévue à l'article 8 du décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008 suscitée ;

Vu les éléments complémentaires transmis au cours de l'instruction ;

La Commission nationale d'évaluation des cessions d'outillages portuaires, régulièrement convoquée et constituée, réunie le 13 octobre 2009 ;

Après en avoir délibéré,

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 9. III de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008, la commission « émet un avis public sur l'évaluation des biens et droits réels avant leur cession » dans le cadre de la procédure de gré à gré ; que par lettre accusant réception du dossier le 3 juillet 2009, le président de la Commission nationale d'évaluation a demandé et recueilli, conformément à l'article 7 du décret précité, l'accord du président du directoire du grand port maritime de Rouen pour prolonger jusqu'au 15 octobre 2009 le délai d'instruction du dossier ;

Considérant que la société Agence maritime de Bretagne, filiale du groupe Wolseley, a, par courrier en date du 18 avril 2009, manifesté son intérêt d'engager les négociations visant au transfert des activités de manutention sur le terminal du quai de Honfleur n° 1 ;

Considérant que les négociations ont porté sur les conditions de la future convention de terminal, notamment les redevances domaniales, la cession des outillages et que les conditions de maintenance des outillages ont été abordées par ailleurs ; que l'opérateur s'engage à acheter au grand port maritime une grue Italgro 1803 ;

Considérant que la commission a eu communication de l'ensemble des points de négociation, notamment les comptes rendus de réunion entre les parties ; que le comité d'audit du grand port maritime a par ailleurs approuvé les modalités de cession le 2 juillet 2009 ; que les membres de la commission ont entendu les membres du directoire du grand port maritime le 16 septembre 2009 ;

Considérant que, conformément à l'article 9 de la loi du 4 juillet 2008, la commission s'est assurée du « bon déroulement et de la transparence de la procédure de cession » ; que la cession envisagée s'inscrit bien dans le projet stratégique du grand port maritime de Rouen ; que la société Agence maritime de Bretagne a également été identifiée par le projet stratégique comme étant opérateur relevant de l'article 9.I.1 de la loi du 4 juillet 2008 ; que l'opérateur est un utilisateur régulier de l'outillage considéré et traite un trafic significatif sur ce terminal ; que le projet d'acte de cession prévoit des dispositions spécifiques portant sur le sort des outillages en cas de résiliation de la convention du fait de l'opérateur ;

Considérant que, conformément à l'article 7 du décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008, la commission a été amenée à prendre en compte de manière plus générale « l'équilibre économique du terminal portuaire considéré et les perspectives de développement de l'activité », notamment les perspectives d'investissement envisagées par l'opérateur ; qu'elle a procédé à l'évaluation des termes financiers de l'opération projetée en recourant à une analyse économique intégrant les éléments comptables, une estimation technique des biens considérés, l'équilibre économique du terminal et les perspectives de développement économique de ce dernier ; que pour son analyse, elle a disposé de l'expertise technique confiée en l'espèce successivement aux sociétés Expertise Galtier et Sargel ; qu'elle a tenu compte également des éléments de comptabilité analytique pour le terminal considéré sur les années passées ;

Considérant que l'outillage portuaire public sur Honfleur n° 1 est déficitaire ; que le marché de l'outillage portuaire est particulièrement défavorable compte tenu du contexte économique ; que les coûts de déplacement d'un outillage peuvent grever son prix de cession dans le cas de sa revente sur un autre site ;

Considérant que les conditions de financement sont acceptables au regard des conditions actuelles du marché financier et comprennent des garanties de nantissement sur les biens considérés ;

Considérant donc que le prix de cession ne peut être évalué sur la seule valeur à neuf des biens considérés et que la commission a jugé nécessaire de prendre en considération l'équilibre économique précité incluant notamment les termes de négociation retenus pour le projet de convention de terminal ;

Pour tous ces motifs, et au vu de l'ensemble des éléments qui lui ont été transmis, émet un avis favorable au projet d'acte de cession joint au dossier transmis.

Le présent avis sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Le président de la commission,
J.-F. BERNICOT